

OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Numéro 5

Mars 2006

C H R O N I Q U E

Dossier nucléaire iranien : la diplomatie a-t-elle atteint ses limites ?

par Bernard SITT, directeur du CESIM

L'adoption le 4 février 2006 par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA de la résolution Gouv/2006/14, qui décide de guerre lasse la saisine du Conseil de Sécurité, en particulier après la décision iranienne le 10 janvier de reprendre ses activités d'enrichissement de l'uranium, illustre le dilemme de la communauté internationale face au problème de prolifération nucléaire probablement le plus sévère que le système international ait eu à gérer depuis le milieu des années quatre-vingt-dix.

De fait, l'incapacité de tous les acteurs, quelle que soit leur approche, à amener l'Iran à résipiscence est avérée. Les initiatives diplomatiques restent jusqu'ici impuissantes, et les perspectives d'emploi de la force évoquées à de multiples reprises se sont avérées sans effet, voire contre-productives. L'on peut évidemment regretter le manque de cohérence, voire les divergences, entre les objectifs et les stratégies de négociation/persuasion respectives des trois Européens, de Moscou et de Pékin, et l'entêtement de Washington à refuser toute perspective de dialogue. Et l'on a pu noter l'art consommé avec lequel Téhéran exploite ces divergences.

(Suite en page 3)

ECHOS ONUISIENS

La prévention de la course aux armements dans l'espace (PAROS) constitue-t-elle un thème important de l'agenda de la sécurité internationale? L'activité qui se déroule depuis quelques mois sur ce thème dans les enceintes onusiennes le laisse penser.

Fin 2005, l'Assemblée générale, qui vote traditionnellement une résolution sur ce sujet, en a adopté une seconde concernant précisément « *la transparence et les mesures de confiance dans l'espace extra-atmosphérique* ».

Au sein de la Conférence du Désarmement, les délégations russe et chinoise ont fait circuler un document de travail faisant suite à leur projet de traité distribué en 2002 (CD/1679) dans la perspective du temps réservé à PAROS du 8 au 15 juin prochain, comme indiqué dans le tout récent calendrier d'activité de la CD (voir numéro précédent). En attendant, Genève accueille à la fin du mois (30 et 31 mars) une conférence sur le sujet*.

Par ailleurs, la question préoccupe également le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) dont le comité technique et scientifique s'est réuni à Vienne (20 février - 3 mars), autour de la question des débris spatiaux et de celle de la gestion des risques depuis l'espace.

Enfin, l'UNIDIR vient de publier « *Common Security in Outer Space and International Law* » (D. WOLTER - janvier 2006).

*Building the architecture for sustainable space security—30-31 mars 2006—Genève. Contact : ngerard@unog.ch

MULTILATERAL - nouvelles initiatives

Conférence d'examen de la CIAB : l'UE passe à l'action

Le Conseil de l'Union Européenne a adopté, le 27 février 2006, une action commune (1) en faveur de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (CIAB). Cette action commune comporte deux volets (promotion de l'universalité de la CIAB et aide aux États parties pour la mise en œuvre au niveau national), pour un montant total de 867 000 €.

Dans ce texte, les « 25 » s'orientent vers une position réaliste en prévoyant d'axer leur effort sur le travail intersessions. Ce dernier, lancé en 2002 dans le cadre du nouveau processus d'examen, repose sur des réunions annuelles d'experts dont les travaux sont visés ensuite lors des réunions des États parties (2).

Or la période 2003-2006 a montré tout l'intérêt de ce mécanisme dans la perspective du renforcement de la CIAB et, plus largement, de la sécurité internationale face au risque biologique. En 2005 par exemple, les experts se sont penchés sur le facteur humain de ce risque en travaillant sur la mise au point de codes de conduite dédiés aux scientifiques.

Avec le choix d'une voie pragmatique, l'UE se crée l'opportunité de jouer un rôle constructif lors de la prochaine Conférence d'examen de la CIAB (novembre 2006).

(1) *Action Commune 2006/184/PESC du 27/02/06*

(2) Au sujet de la dernière réunion des États parties en décembre 2005 cf. « CIAB : vers la Conférence d'examen », n°2—décembre 2005.

Aspects civils de la non-prolifération nucléaire

Sécurité énergétique, éducation et biosécurité sont les trois priorités retenues par la présidence russe du G8 pour 2006. Comme l'a indiqué le directeur du département de la sécurité et du désarmement du ministère des Affaires étrangères, M. Antonov (<http://en.g8russia.ru/news/20060216/1143461.html>), la question de la maîtrise du cycle du combustible serait traitée dans le cadre de la sécurité énergétique. La proposition de V. Poutine proposant la création de centres régionaux d'enrichissement de l'uranium (janvier 2006) devrait donc être abordée sous ce volet.

Brève : le Premier mi-

Les vingt membres du **Conseil consultatif pour les questions de désarmement** de l'ONU se sont réunis du 8 au 10 février dernier.

Ces diplomates et experts de haut niveau, parmi lesquels figure le Directeur des Affaires Stratégiques du Quai d'Orsay, M. Ph. Carré, devront formuler des recommandations au Secrétaire Général en septembre prochain. Elles devraient en particulier porter sur la prévention de l'acquisition d'ADM par des acteurs non étatiques. Voir le rapport de la session 2004 : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/468/12/PDF/N0546812>.

PAYS : enjeux NRBC & missiles

NUCLEAIRE

L'Inde et son programme stratégique

Poursuivant l'engagement du 18 juillet 2005, les États-Unis et l'Inde ont conclu un accord concernant la coopération nucléaire civile le 2 mars dernier.

Celui-ci se fonde sur un plan de séparation des installations nucléaires civiles et militaires de l'Inde (les premières devant être soumises aux garanties de l'AIEA) qui semble préserver le programme militaire de cet État non signataire du TNP.

Le Premier ministre, M. Singh a d'ailleurs rassuré le parlement indien sur ce point : le processus « n'affectera ni ne compromettra notre programme stratégique » a-t-il déclaré deux jours avant la venue du Président Bush à Delhi.

Côté américain, reste à savoir si le Congrès approuvera l'exemption des restrictions liées à l'Atomic Energy Act, exemption nécessaire au transfert de biens et de technologies nucléaires vers l'Inde et que requiert le texte qui leur a été soumis à la mi-mars.

A noter également, la réaction d'un pays membre de la Coalition pour un Nouvel Ordre du Jour : la Nouvelle-Zélande, par la voix de son Premier ministre, aurait déclaré envisager de vendre de l'uranium à l'Inde, si l'accord était approuvé par la communauté internationale.

Essais sous critiques

Les États-Unis et le Royaume-Uni, en conduisant un essai sous-critique le 23 février dernier, ont attiré l'attention des mouvements anti-nucléaires anglo-saxons. Ceux-ci dénoncent une violation de l'esprit du Traité d'Interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et surtout la volonté de chacun des deux pays de développer de nouvelles armes. En amont, les efforts de communication des autorités concernées ont donc été d'une portée limitée.

Turquie : quelle option nucléaire?

Les déclarations du ministre de l'énergie, H. Guler, concernant le lancement d'un programme nucléaire civil en Turquie (conférence de presse à Washington le 9/02/06) n'ont pas tardé à susciter la méfiance de certains observateurs s'interrogeant sur les véritables intentions de cet État plusieurs fois soumis à la tentation nucléaire.

Or certaines des conditions qui, suivant l'analyse de L. Fuerth dans le célèbre « *Nuclear Tipping Point* » (Campbell, Einhorn, Reiss—Brooking Eds—2004), empêcheraient la Turquie de reconsidérer l'option nucléaire ne semblent pas actuellement remplies. La perception d'un manque de crédibilité de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE, en lien avec la crise iranienne et l'accroissement des capacités balistiques au Moyen-Orient s'ajoutent en effet à la perspective d'un Iran nucléaire.

Le Brésil sur la voie de l'enrichissement

Les activités nucléaires du Brésil continuent d'éveiller des soupçons en dépit de l'accord conclu avec l'AIEA au sujet de l'installation d'enrichissement de l'uranium de Resende. L. Scheiman, ancien responsable au département d'État américain (arms control) s'étonne ainsi de la volonté brésilienne d'enrichir de l'uranium pour ses centrales alors que celles-ci ne représentent que 4% de la production nationale d'électricité.

Les autorités brésiliennes persistent néanmoins dans cette voie en affichant l'objectif d'une diversification des sources d'énergie, avec en perspective la construction d'un troisième réacteur sur le site d'Angra. Détenteur des sixièmes réserves mondiales d'uranium, le Brésil s'apprête à rejoindre les huit « enrichisseurs » mondiaux à échelle industrielle.

De Washington

◦ D'après le projet de budget du DOE pour 2007, l'administration Bush aurait renoncé à réduire le délai de reprise des essais nucléaires de 24 à 18 mois.

◦ L'augmentation du budget dédié à l'OTICE pour 2007 (19,8M \$), en comparaison de 2006 (14,35M \$) est proche du niveau de 2005 (19 M \$). Il reste en deçà de la requête de l'organisation (23 M \$).

◦ Le DOE poursuit la promotion du « Global Nuclear Energy Partnership », annoncé par G.W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Washington voudrait impliquer d'autres partenaires dans cette initiative qu'elle promeut comme outil de non-prolifération. www.gnep.energy.org

BIOLOGIQUE

Priorités de la recherche

L'épidémie de Chikungunya à la Réunion rappelle l'existence d'un virus qui intéresse peu la recherche, alors qu'il sévit régulièrement en Afrique. En 2001, l'OMS avait attiré l'attention sur celui-ci, en l'inscrivant sur la liste des virus susceptibles d'être utilisés par des terroristes.

CHIMIQUE

Mettre en œuvre la CIAC

La mise en œuvre de la CIAC au niveau national soulève des difficultés administratives et techniques qui engendrent souvent un retard dans son application. Pour remédier à ces problèmes, différentes formations sont organisées par certains États parties. Ce mois-ci, un stage préparé par la France se tient au Centre français de formation pour l'interdiction des armes chimiques (CEFFIAC). Infos : www.opcw.org

Brèves— Le Libéria et Haiti viennent de ratifier la CIAC. Le Vénézuéla met en place une commission nationale pour l'application de la Convention.

MISSILES et autres vecteurs

FNI : retour vers le futur?

La Russie va-t-elle dénoncer le traité sur les Forces nucléaires Intermédiaires (FNI)? A en croire les propos du Général V. Vasilenko, directeur de l'Institut de recherche du ministère de la défense (*Nezavisimaya Gazet*—28/02/06), un tel retournement est en effet envisagé. Déjà, il y a un an, la question avait été soulevée lors d'une rencontre entre les ministres de la Défense russe et américain. Si le propos avait été rapidement démenti par le Ministre des Affaires étrangères russe, il avait suscité les réactions de nombreux observateurs s'interrogeant sur les mobiles de cette déclaration (voir « *Russian probes on arms control regime* », A. Shoumikhin, NIPP, 07/2005).

Pyongyang joue sa carte « missiles »

Après avoir menacé de cesser son moratoire sur les tests de missiles lors d'une rencontre avec les Japonais, la Corée du Nord a testé deux missiles de courte portée le 6 mars dernier. Selon le Général Bell, commandant des forces américaines en Corée du Sud, ces missiles (à propulsion solide) témoignent d'une avancée technologique significative des Nord-coréens.

RÈGLEMENT DES CRISES

SUITE DE LA CHRONIQUE

Un autre constat s'impose, qui est celui de l'incapacité du système international à traiter avec efficacité les situations les plus extrêmes de *non-compliance*. Il faudra bien, à cet égard, inventer de nouvelles dispositions, car la crédibilité et la légitimité, donc la survie du régime global de non-prolifération, sont à ce prix.

Mais ce régime global, par nature, ne pourra jamais tout. En la circonstance, il importe de souligner que l'absolutisme islamiste du régime Ahmadinejad et les outrances rhétoriques du président iranien relèvent aussi d'une stratégie de politique intérieure. Et aucun accord ou régime international ne pourra remédier à cela.

CHRONO—IRAN

4/02/06 : le Conseil des gouverneurs adopte une résolution demandant au DG de l'AIEA de transmettre tous les documents concernant l'Iran au CSNU.

7/02/06 : l'Iran demande à l'AIEA de lever les scellés et systèmes de surveillance des installations sous garantie de l'AIEA.

27/02/06 : M. El Baradei soumet au membres du Conseil des gouverneurs un rapport faisant état des avancées dans la connaissance du programme nucléaire iranien.

8/03/06 : Conclusion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Transfert du dossier iranien au Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

A LIRE— IRAN

Résolution du Conseil des Gouverneurs du 4 février.

Rapport du DG de l'AIEA sur « la mise en œuvre de l'accord de garantie TNP en République islamique d'Iran » programme nucléaire iranien (27.02).

Document agréé par le Conseil des Gouverneurs le 6 mars.

Déclaration du DG de l'AIEA, en conclusion du Conseil des gouverneurs le 8 mars.

www.iaea.org

Le temps, meilleure arme de Pyongyang

Alors que la communauté internationale se trouve préoccupée par la résolution de la crise iranienne, la Corée du Nord parviendrait presque à se faire oublier. Le tir de deux missiles de courte portée (voir rubrique missiles) n'est certes pas passé inaperçu mais l'absence de reprise des pourparlers à six ne semble pas conduire à la recherche de solutions alternatives au problème posé par le développement du programme nucléaire militaire nord-coréen.

Pourtant, il y a un an, la Corée du nord annonçait avoir fabriqué une arme nucléaire—ce que l'administration américaine déclare accroire, comme l'attestent encore les récents propos de J.D. Negroponte devant la commission des forces armées du Sénat (28 février 2006). Dans ce discours, le directeur du renseignement national des États-Unis a qualifié la Corée du Nord —au même titre que l'Iran— de « *state of highest concern* ». La politique américaine, tout au moins telle qu'elle se manifeste actuellement aux yeux du public, ne paraît pas en adéquation avec l'évaluation de la menace que reflète l'emploi du superlatif.

TERRORISME

Biotechnologies, biosécurité et bioterrorisme

Un groupe de chercheurs canadiens vient de publier un rapport appelant à la réconciliation entre biodéveloppement et biosécurité. Ces chercheurs craignent que la politique visant à réduire le risque du bioterrorisme n'entrave le développement et le transfert des biotechnologies. Estimant que la promotion d'un bon usage de la science permettrait de lutter contre le bioterrorisme, les auteurs appellent le G8 à se saisir de cette question et à créer un réseau de scientifiques chargés de cette mission. « DNA for Peace: Reconciling Biodevelopment and Biosecurity » - www.utoronto.ca/jcb/home/documents/DNA_Peace.pdf

Vers un statut d'opérateur sûr?

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la Commission européenne a proposé de mettre en place un statut « d'opérateur sûr » que les transporteurs et les entreprises de stockage obtiendraient s'ils remplissent un niveau minimum de sécurité. Pour engager ces acteurs privés à se conformer aux normes et à demander ce statut, la proposition mentionne un gain de temps lors des contrôles aux frontières et le droit de pénétrer dans certaines zones d'accès restreint dans les ports et aéroports.

CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

La sécurité des ports américains en question

Le rachat par la compagnie *Dubai Ports world* de la britannique *Peninsular and Oriental Steam Navigation Co.* menaçait-il la sécurité américaine? En conséquence de cette transaction, le contrôle par les Émirats Arabes Unis (EAU) des ports de New-York, Philadelphie, New Jersey, New Orleans, Baltimore et Miami inquiétait en tous cas une partie des législateurs américains, mettant en avant le rôle joué par les EAU dans le transfert de composants d'armes de destruction massive et négligeant son statut d'allié dans la guerre contre le terrorisme. Face à la pression du Congrès, la compagnie de Dubai a décidé de confier la gestion de ces ports à une entité américaine.

Le contrôle des exportations en Inde critiqué

Alors que les déclarations officielles américaines et indiennes répètent que l'Inde est un État responsable en matière de non-prolifération, des experts américains continuent de dénoncer ses faiblesses en la matière. D. Albright (ISIS) a ainsi récemment dénoncé le manque de structuration et d'expérience du système de contrôle des exportations indien.

RELATIONS INTERNATIONALES

Géopolitique

Les ONG contre les armes nucléaires tactiques en Europe

Le débat concernant le retrait des armes nucléaires tactiques de l'OTAN en Europe a tout d'un « serpent de mer », que les seules les ONG militant pour le désarmement nucléaire tentent de maintenir à la surface. L'introduction au Bundestag d'une résolution demandant le retrait de ces armes d'Allemagne aurait pu créer l'illusion du transfert de ce débat au niveau politique. En réalité, l'initiative des neuf parlementaires du parti *Die Linken* reste très marginale. Une analyse de Henning Riecke (DGAP – Berlin) présentée lors d'un séminaire de l'IRIS le confirme : aucune opposition réelle ne se manifeste à la présence de ces armes (même si le SPD et les Verts les jugent peu utiles) et la CDU s'y montre d'ailleurs favorable.

Le ministre des Affaires étrangères malaisien a proposé la création d'une région exempte d'armes nucléaires englobant l'Asie occidentale (19/02/06).

RECHERCHE

Du côté de la recherche

Un plan de sortie de crise contesté

L'International Crisis Group - ONG majeure dans le domaine de la prévention des conflits - a proposé un plan de sortie de crise pour l'Iran en essayant d'intégrer les intérêts des parties en présence, ainsi que les limites que chacune d'elle refuserait de franchir. Ce plan, présenté dans un rapport intitulé « *Iran : is there a way out of the nuclear impasse* » (Middle East Report – 23 février 2006) a suscité un certain nombre de critiques, rejetant en particulier la possibilité de laisser l'Iran enrichir de l'uranium à petite échelle.

L'ISIS (D. Albright—C.Hinderstein), qui a envoyé directement ses commentaires par e-mail à sa liste de diffusion a montré l'incompétence technique des auteurs du rapport et leur méconnaissance du système de garanties de l'AIEA.

Jeunes chercheurs et nouvelles approches de la prolifération en Grande-Bretagne

Un séminaire sur « *Nouvelles approches de la prolifération des ADM* » s'est tenu au King's College à Londres le 27 février dernier. Il a réuni les doctorants et jeunes chercheurs travaillant sur ces questions au Royaume-Uni.

Organisé par des universitaires britanniques (Universités de Sussex, Southampton, Lancaster, University College London et le King's College de Londres) avec le soutien du "Economic and Social Research Council" (ESRC), cet événement s'inscrit dans une série de séminaires auxquels des experts confirmés apportent leur caution (J. Simpson, I. Kenyon, J. Littlewood...).

Le CESIM qui a participé à la rencontre a constaté que se constituait par ce biais un réseau de jeunes spécialistes issus de disciplines diverses (sciences politiques, sociologie, psychologie, histoire...) et spécialisés sur les questions relatives à la prolifération : universalité du TNP, système des garanties de l'AIEA, CIAC et développements technologiques dans le domaine chimique etc (Infos : www.sussex.ac.uk)

LECTURES—Ressources web

Une lecture critique des arbitrages budgétaires du DOE pour 2007 par un expert du RANSAC, qui s'interroge sur le rôle futur de l'agence fédérale comme acteur dans la politique de lutte contre la prolifération.

[Preliminary Analysis of the DOE FY2007 Nonproliferation Budget Request, William Hoehn www.ransac.org, 17/02/2006.](http://www.ransac.org)

"Politics is the art of making possible what is necessary". C'est avec ces mots de Richelieu que l'ancien directeur adjoint de l'AIEA conclut son bilan tiré des leçons nord-coréenne et iranienne.

"The Nuclear Non-proliferation Regime: Avoiding the Void," Pierre Goldschmidt. <http://www.npec-web.org> - 28/02/2006.

PARTENARIAT STRATEGIQUE INDE / États-Unis —Quoi de neuf ?

"U.S. Nuclear Cooperation With India: Issues for Congress", Congressional Research Service—<http://fpc.state.gov/documents/organization/62748.pdf> - 03/03/2006

"India's Gas Centrifuge Program: Stopping Illicit Procurement and the Leakage of Technical Centrifuge Know-How" - David Albright et Susan Basu, www.isis-online.org - 10/03/2006

Ashley J. Tellis on President Bush's Visit to India www.carnegieendowment.org/files/cfrindianucleardeal.pdf - 13/03/2006

"Bush Visits South Asia and Offers a Nuclear Gift to India", Harsh V. Pant—08/03/06
www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report_id=453 -

La dissuasion nucléaire française en question(s) - Collectif sous la dir. De P. Pascallon et H.Paris. L'Harmattan—mars 2006.

Conférences

24/03/06 : « Separation Plan of Civilian and Military Nuclear Facilities: Next Steps », Conférence, Institute for peace and conflict studies, Delhi. www.ipcs.org

28/03/06 : « The psychology of nuclear proliferation », séminaire autour de J.Hymans, IRIS. Renseignements : Karbali@iris-france.org

29/03/06 : « Can we change North Korea's negotiating behaviour? », discussion autour de Kim Hyung-ki de l'Université Kyungnam (Séoul), Woodrow Wilson Center, Washington.

25-27/03/06 : Réunion du groupe d'études sur la lutte contre la prolifération ADM du CSCAP (Council for Security Cooperation in Asia-Pacific). Contact : euscscap@centreasia.org

20-22/04/06 : « *G8 Global Security Agenda: Challenges & Interests. Towards the St.-Petersburg Summit* ». Conférence organisée par le PIR Center et la fondation Carnegie, à Moscou. Contact : khlopkov@pircenter.org

Événements

10-28/04/06 : Réunion de la Commission du désarmement des Nations-Unies, New-York.

24-28/04/06 : Comité préparatoire à la sixième Conférence d'examen de la Convention sur l'Interdiction des armes biologiques (CIAB), Genève.